

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Questions d'actualité - 30 août

Cette semaine, crise migratoire et crise agricole écrasent presque tous les autres sujets :

- *la crise migratoire est très commentée, essentiellement sur les registres de l'émotion, l'impression que le gouvernement est inactif, et les craintes sur nos capacités à accueillir les réfugiés (cf. ci-dessous).*
- *la crise des éleveurs (et la manifestation de cette semaine) est aussi très présente. Le soutien au mouvement s'exprime toujours fortement, d'autant que les revendications « légitimes » des manifestants semblent aux yeux des Français, là aussi, se heurter à l'inaction du gouvernement et de l'Europe (personne ne cite les nouvelles mesures annoncées jeudi) : « Le gouvernement ne regarde pas que les agriculteurs sont en panique. C'est quand même grave que les agriculteurs doivent monter sur Paris avec leur tracteurs pour dire que ça ne va pas » ; « Ce qu'ils gagnent par rapport à leurs efforts, il y a trop de charges, ils ne peuvent pas s'en sortir ».*

En toile de fond, réaction à l'actualité de ces dernières semaines, à nouveau de nombreuses dénonciations de l'excès de « politique politicienne », des divisions qui traversent tous les partis, et des débats qui donnent le sentiment que les vrais problèmes n'intéressent pas les politiques : « Les clivages dans les différents partis. Il y a des sujets beaucoup plus importants, on en parle trop dans l'actualité » ; « La démission de Jean-Vincent Placé et de je ne sais plus son nom. On arrive dans un moment où ça se fissure un peu partout, parce que les politiques se préoccupent plus de leur intérêt personnel et électoral plutôt que de l'intérêt général. Ils devraient parler du bien-être des gens, du pouvoir d'achat, des impôts, de l'emploi » ; « On dirait plus un Président en campagne présidentielle pour 2017 qu'un Président en activité » ; « La bagarre pour les élections régionales, ils n'arrêtent pas de se disputer que ça soit à droite ou à gauche » (sympathisants PS).

S'agissant du reste de l'activité gouvernementale :

- *les annonces sur les impôts sont peu restituées, mais elles ont incontestablement soulevé des attentes : « Ce qui m'a marqué c'est l'information sur la baisse des impôts. Quand le Président parle lui-même de baisse d'impôts, on l'attend vraiment » ; « Les impôts, on verra s'ils baissent bien ».*
- *le débat à venir sur la réforme du marché du travail n'est pas encore intégré par les Français : au-delà de la gauche radicale qui a identifié un sujet à polémique, peu commentent spontanément le débat qui vient.*

1. Crise migratoire

⇒ **La distinction entre réfugiés et migrants économiques progresse peu à peu dans les têtes.** Là où l'écart dans les réponses était d'une dizaine de points avant l'été, il passe à **plus de 20 points**. A noter que pour les migrants économiques, même la gauche est réticente : 45% seulement jugent que nous devons les accueillir.

⇒ **La solution pérenne à la crise se trouve toujours, pour les Français, au niveau supranational :** 59% pensent que l'Union européenne « *dispose de réelles marges de manœuvre pour trouver des solutions à la crise* » (et 63% l'ONU) contre seulement 40% pour le gouvernement français.

Or, **l'initiative conjointe avec A. Merkel semble avoir effectivement peu marqué :** on n'en retrouve très peu de traces dans les verbatims, alors que beaucoup se plaignent à l'inverse de « *l'inaction* » du gouvernement. **Quasi-aucune résonance non plus du débat sur les « quotas » et un éventuel « renoncement » du gouvernement** qui occupe une bonne part des médias. Ce que les Français entendent, en revanche, c'est que les négociations européennes sont difficiles, que certains pays ne jouent pas le jeu, et que l'Allemagne semble avoir réagi plus tôt que la France.

Enfin **59% se disent favorables à « envoyer des soldats en Syrie pour stabiliser la situation ».** Ce chiffre doit cependant être interprété avec prudence : la question est aujourd'hui abstraite pour des sondés qui n'ont pas encore été confrontés aux arguments (et aux images) de ce débat. A noter cependant que le soutien à gauche (56%) est déjà plus fragile que dans l'ensemble de la population.

⇒ **Concernant l'accueil des réfugiés,** dans l'absolu, 64% des Français et 87% des sympathisants de gauche se disent d'accord avec l'affirmation « *les migrants qui fuient la guerre, les persécutions, la torture doivent être accueillis* ».

Mais si l'on précise la question, en leur demandant si la France « *doit accueillir ces migrants* » ; « *devrait les accueillir mais la situation actuelle du pays ne le permet pas* » ; ou « *ne doit pas les accueillir* », les réponses sont tout autres : seuls **46% sont pour l'accueil, contre 41% qui estiment qu'elle le devrait mais n'en a pas les moyens et 13% qu'elle n'en a pas le devoir.**

⇒ **Les partisans de l'accueil ont cependant gagné 10 points pendant l'été** (ils étaient 36% fin juin, contre 50% estimant que la France n'avait pas les moyens et 14% qu'elle ne devait pas), qui proviennent essentiellement de la gauche (+15 points).

Cette dizaine de point est bien l'ordre de grandeur des mouvements d'opinion provoqués par le choc émotionnel de la photo du petit Aylan (d'autres sondages avaient confirmé cette ampleur), sans que l'on sache à ce stade à quel niveau ces nouvelles lignes se stabiliseront lorsque l'opinion aura pris un peu de distance avec ses émotions.

➤ La vraie interrogation pour les Français n'est pas « *faut-il moralement accueillir les réfugiés* » : dans l'absolu, près de 90% pensent que oui. La question qui les taraude, et les retient, est : « *en a-t-on les moyens* », tant économiques qu'en termes de cohésion sociale ?

Même la gauche est loin d'être exempte de doutes : un tiers des sympathisants socialistes estiment que la France « *devrait les accueillir mais la situation du pays ne le permet pas* ».

Il paraît donc moins utile d'insister sur la nécessité morale d'accueillir ceux qui fuient, que de rassurer sur notre capacité à intégrer ces réfugiés, et sur ce qu'ils peuvent apporter à notre pays.

➤ Parmi les points de fixation : l'emploi, le logement, le poids sur les finances publiques (cf. débat en Allemagne) donc l'impôt, mais aussi **la croyance que les étrangers présents en France ont un accès plus facile ou de meilleures aides sociales que les Français qui ont cotisé** : il serait utile de tordre le cou, explicitement, à cette idée très présente qui répand son potentiel corrosif (citée abondamment par les retraités et les catégories populaires).

➤ Plus généralement **l'idée que les réfugiés peuvent non seulement ne pas coûter** – en aide sociale, en logement – **mais apporter quelque chose** – par leurs activités, leurs compétences etc. – **n'est pas du tout présente.** Même ceux qui disent vouloir les accueillir se résolvent à le faire par sens moral ou compassion.

Or qui sait par exemple que le prix du « meilleur entrepreneur du monde » a été décerné en 2015 à un Français d'origine syrienne (Mohed Altrad - c'est la première fois qu'un Français obtient ce prix) qui emploie aujourd'hui des milliers de personnes en France et en Europe ? **Ebranler cette certitude serait le meilleur moyen de montrer que l'accueil de réfugiés ne se fait pas au détriment des difficultés quotidiennes des Français qui souffrent, mais que cela peut même contribuer à y remédier.**

Des exemples d'intégrations réussies feraient également **baisser les craintes culturelles**, alors que 56% des Français et 42% des sympathisants de gauche pensent qu'il y a parmi les réfugiés des terroristes - ce qui en dit long sur la certitude d'irréductibles différences que beaucoup de Français ont.

2. Réforme du marché du travail

⇒ Un sondage CSA publié jeudi montrait, après d'autres, que **l'opinion a intégré l'idée que le marché du travail n'était pas suffisamment flexible**. D'où les adhésions très larges et quasi-systématiques aux idées de « libérer », « simplifier » ou « lever les blocages ».

Près des trois quarts adhèrent, selon CSA, à la possibilité pour les salariés et les entreprises de prendre librement les décisions concernant leur temps de travail – dont 69% au PS (à noter, contrairement à ce qu'a dit la presse, que ce sondage ne mentionnait pas explicitement le fait de déroger aux 35h).

Dans les questions du SIG, **77% se disent favorables à « assouplir certains aspects du Code du travail en donnant la possibilité aux entreprises et aux salariés de négocier sur des sujets comme le temps de travail ou les conditions de travail »** (dont 72% des catégories populaires et **76% à gauche**).

⇒ **Mais ils restent attachés à leurs protections** et n'accepteraient pas d'affaiblir ceux qui ont déjà un emploi au bénéfice des outsiders qui en cherchent.

Ainsi si l'on met les deux en balance, les Français interrogés donnent majoritairement la priorité « *compte tenu de la crise économique actuelle* » à la « *protection de ceux qui ont déjà un emploi* » (56% dont 68% des catégories populaires et 69% à gauche) plutôt qu'à « *plus de libertés aux entreprises pour qu'elles puissent embaucher et licencier plus facilement* » (43% - dont 35% des électeurs de 2012).

L'explication principale est en **l'absence de confiance en l'avenir** : à leurs yeux la situation continue à se dégrader (ils sont **plus nombreux qu'en mars dernier à penser que « nous sommes encore en pleine crise »** et 5 points de moins à penser que « *la situation est difficile mais s'améliore progressivement* » - 9% seulement des réponses) : **l'heure n'est donc pas à lâcher ce que l'on a pour de nouvelles aventures.**

Elle n'est sans doute pas non plus à des appels à l'optimisme (malgré les bons indicateurs que les Français ne voient / croient pas) mais à la poursuite de la combativité.

➤ **Opposer recherche d'efficacité et protection des salariés n'est pas recevable pour les Français**, et pourrait même remettre en cause le soutien à la réforme. S'ils nous demandent de continuer à réformer pour davantage d'efficacité, il paraît donc important de présenter les prochaines initiatives :

- **comme donnant la capacité aux salariés et aux entreprises de décider eux-mêmes ce qui est le mieux pour eux**, angle positif pour l'opinion ;
- **et de l'accompagner d'un discours sur le renforcement et la modernisation des protections**, afin de ne pas paraître les affaiblir (sécurité sociale professionnelle).